

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE DE LIMOGES

Vu le Code de l'éducation,
Vu les statuts de l'Université de Limoges,

Délibération enregistrée sous le numéro **374/2024/CAB**
Conseil d'Administration du 2 février 2024 :

Sujet : Approbation de la Convention Coordination Territoriale Nouvelle-Aquitaine

Le 16 décembre 2022, le Conseil d'Administration de l'Université de Limoges a validé l'adhésion de l'Université de Limoges à la Coordination Territoriale Nouvelle-Aquitaine.

Une convention a été finalisée par les 7 partenaires composant cette coordination territoriale :

- l'Université de Bordeaux
- l'Université Bordeaux Montaigne
- l'Ecole Nationale Supérieure des Sciences Agronomiques de Bordeaux-Aquitaine (Bordeaux Sciences Agro)
- l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux
- l'Institut Polytechnique de Bordeaux
- l'Université de Pau et des Pays de l'Adour
- La Rochelle Université
- et l'Université de Limoges

Cette convention présente les objectifs, les modalités d'organisation : moyens, gouvernance ainsi que les actions portées par les établissements. L'Université de Limoges sera l'établissement porteur des actions déployées au titre de la territorialisation de l'offre de diffusion de la culture scientifique et co-portera avec l'Université de Bordeaux Montaigne les actions mises en place au titre des espaces francophones.

Il est demandé au Conseil d'Administration d'approuver la signature de la convention de la coordination territoriale Nouvelle-Aquitaine présentée en séance.

Membres en exercice : 36
Nombre de votants : 28
Pour : 24
Contre : 0
Abstention : 4

Fait à Limoges, le 2 février 2024

La Présidente de l'Université

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Publié au recueil des actes administratifs du mois de février 2024.

Transmis au rectorat de l'académie de Limoges le 5 février 2024.

Modalités de recours : *En application de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Limoges peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur*